Zeitschrift: Revue Militaire Suisse

Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse

Band: 124 (1979)

Heft: 9

Buchbesprechung: Le 18e jour ou la tragédie de Léopold III, roi des Belges : un livre remarquable du colonel Rémy

Autor: Rapin, Jean-Jacques

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 14.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Le 18e jour
ou la tragédie de Léopold III, roi des Belges
Un livre remarquable du Colonel Rémy[1]

par le major Jean-Jacques Rapin

«Il y a toujours une certaine force de crédibilité qui s'attache à tout mensonge d'importance, car les masses populaires d'une nation tombent plus facilement victimes, dans le cadre de leur esprit, d'un énorme mensonge que d'un petit. Chacun use communément de petits mensonges, mais se sent empêché par la honte d'en user d'un trop gros, ce qui fait qu'on ne saurait imaginer que d'autres puissent avoir l'impudence de travestir la vérité de façon si outrageante.»

Adolf Hitler, Rédaction de Mein Kampf, 1924.
(Cité par le Colonel Rémy, pp. 21-22.)

«J'ai toujours eu la certitude que, dans Sa clairvoyance et Sa juste bonté, Votre Sainteté ne pourrait attribuer ma décision qu'à l'inspiration d'un sentiment chrétien, comme au souci du bien du Pays dont j'ai la garde et pour lequel je souffrirais mille morts, car subir n'est pas accepter; se taire n'est pas approuver; attendre n'est pas renoncer.»

Lettre du roi Léopold III au pape Pie XII, automne 1940.
(Cité par le Colonel Rémy, p. 389.)

Ces deux textes, à eux seuls, situent la tragédie. Le roi Léopold III n'a-t-il pas été victime d'une basse calomnie et l'image du roi félon, encore bien ancrée aujourd'hui dans certains esprits, correspond-elle à la réalité?

C'est à rétablir une vérité bafouée et plutôt méconnue que s'est employé le Colonel Rémy. On peut se demander si la relation d'un tel ouvrage entre bien dans la ligne poursuivie par cette revue. La réponse, affirmative, est triple. Tout d'abord en rappelant la haute figure du Colonel Rémy, illustre résistant de la première heure, collaborateur du général de Gaulle et ami personnel du général Weygand, ensuite en précisant que Léopold III était non seulement roi, mais aussi le chef de son armée, et finalement en pensant qu'à vouloir servir la vérité historico-militaire, on sert la vérité tout court.

[1] Editions France-Empire, Paris.

Le lecteur revit tout d'abord les lourdes journées d'angoisse de mai 1940, où les nouvelles les plus alarmantes se succèdent à un rythme effrayant: le 10 mai, déclenchement de l'attaque, le 11 mai, chute du fort d'Eben-Emaël et repli de la ligne du canal Albert, le 13 mai, percée des Ardennes. En sept jours, la Wehrmacht sera sur les bords de la Manche!

Le 14 mai, la reine Wilhelmine et son gouvernement quittent La Haye pour se réfugier à Londres. Le 15 mai, les Hollandais mettent bas les armes. Le 16 mai, le Haut-Commandement ordonne un repli général des forces alliées. Le 19 mai, Paul Reynaud reprend le Ministère de la Guerre et remplace le général Gamelin par le général Weygand, arrivé de Syrie. Pour éviter l'encerclement de l'Armée du Nord, une contre-attaque est lancée les 22 et 23 mai, mais elle échoue, faute d'aviation et de moyens mécanisés, mais faute aussi d'axes de circulation, lesquels sont encombrés par des milliers, voire des millions de réfugiés qui sillonnent les routes, soit à pied, soit en utilisant les moyens de transport les plus hétérogènes...

Les Britanniques, prévoyant la catastrophe, cependant que l'Armée du Nord se replie sur Dunkerque, préparent le réembarquement du Corps expéditionnaire.

Et pendant tout ce désastre, le roi Léopold est soumis aux pressions croissantes de ses ministres l'incitant à quitter avec eux le territoire national. Voici comment le Premier ministre Pierlot a noté l'essentiel de l'entretien qu'il eut avec le Roi le 25 mai, à la fin de la nuit, au château de Wynendaele, où le Roi venait de rentrer d'une tournée d'inspection:

> «Nous avons fait connaître au Roi, à plusieurs reprises déjà, notre conviction suivant laquelle si l'armée belge était en entier ou en partie exposée à la nécessité imminente de mettre bas les armes, le Roi devra tout faire pour se soustraire à la capture par l'ennemi. Si l'armée devait se rendre, le rôle du Roi serait terminé auprès d'elle, tandis que sa fonction de chef d'Etat pourrait continuer à s'exercer aux côtés des gouvernements alliés, tant sur le plan politique que sur le plan militaire, en utilisant tout le potentiel de guerre belge qui se trouve rassemblé en France...» (pp. 286-287).

Ici il faut se demander si le Premier ministre est mal renseigné sur la situation réelle ou s'il utilise un argument spécieux pour fléchir le Roi,

car voici ce que s'entendit répondre Paul Reynaud par le général Colson, chef de l'Etat-major de l'armée française, le 24 mai, alors qu'il pensait devoir appeler les éléments des classes 1939 et 1940:

«Il n'y aurait pas de matériel pour armer ces jeunes recrues, pas de quoi les vêtir, pas de couvertures à leur donner. Nous manquons de matériel pour armer les débris de l'armée Corap qu'on est en train de regrouper à l'intérieur. Il n'y a même pas de fusils disponibles, 5000 au maximum, et encore d'un vieux modèle. Les dépôts sont pleins de récupérés, d'éclopés, de non inscrits; on n'a pas de quoi les armer!» (p. 168).

Le Premier ministre Pierlot continue ainsi:

«(...) Vu le tour décisif pris par les événements, il est indispensable d'organiser immédiatement le départ de mes collègues et de leurs collaborateurs, au total un groupe d'une vingtaine de personnes dont le voyage jusqu'au littoral et l'embarquement pourraient devenir rapidement impossibles. C'est pourquoi, sauf objection formelle du Roi, trois ministres et leur personnel partiront aujourd'hui pour Dunkerque, où des embarcations les attendent (...) Le Premier ministre se permet de demander que le Roi déclare avoir la ferme intention de partir plutôt que de se laisser faire prisonnier. Faute de cette assurance, je partirai avec mes collègues pour les raisons que je viens de rappeler.» (pp. 287-288).

Et voici la réponse du Roi, toujours rapportée par M. Pierlot:

«Après un moment de silence, le Roi répondit avec un visible effort: Je suis décidé à rester. Au-dessus des considérations les plus solides au point de vue logistique ou politique, il y a des raisons de sentiment sur lesquelles on ne peut passer. Quitter mon armée serait une désertion. Je dois, quel qu'il soit, partager le sort de mes troupes...» (p. 288).

M. Spaak, ministre des Affaires étrangères, poursuit l'entretien en reprenant les arguments du Premier ministre, mais le Roi reste inflexible et fait preuve, dans son attitude, d'une analyse claire et objective des faits qui contraste étrangement avec celle de ses ministres:

«Si je ne reste pas en Belgique, j'ai la conviction que je n'y rentrerai jamais. La cause des Alliés est perdue. A bref délai, la France devra à son tour renoncer à la lutte car la disproportion des forces ne lui permet pas d'espérer le succès. Sans doute l'Angleterre

continuera-t-elle la guerre, non sur le continent, mais sur les mers et dans les colonies. Cette guerre pourra être longue. Elle sera étrangère aux possibilités d'intervention de la Belgique et, par conséquent, le rôle de celle-ci est terminé. Pendant une période qui pourra durer de longues années, la Belgique jouira peut-être d'une indépendance réduite, mais qui permettra une certaine vie nationale en attendant — s'il arrive — le jour où, par suite de vicissitudes imprévisibles, les circonstances redeviendront plus favorables pour notre pays. Il n'y a plus place, dans tout cela, pour un essai de continuation de la guerre auprès des Alliés. La décision que je prends m'est affreusement pénible. J'aurais certes la vie plus facile si je me retirais en France, si j'allais y vivre avec mes enfants en attendant la fin de la tourmente, mais je crois que lorsque deux routes s'ouvrent devant nous, celle du devoir est toujours la plus dure. C'est celle-là que j'ai choisie.» (p. 290).

A la fin de l'entretien, le Premier ministre demande au Roi comment il envisage la suite des combats:

«... Le Roi considère-t-il qu'en dehors d'un événement complètement imprévisible qui viendrait modifier la situation, la capitulation de l'armée peut encore être évitée, ou, au contraire, est-elle certaine? La réponse fut: «Elle n'est pas certaine, elle est inévitable.»

Combien de temps, reprit le Premier ministre, pourrait-elle encore être retardée? Réponse: «Tout au plus vingt-quatre heures.»

Le Roi sortit après avoir pris congé de ses ministres en leur serrant la main comme d'habitude, mais avec une nuance marquée de trouble et de froideur. L'inévitable était accompli. Les ministres quittèrent le château de Wynendaele à 6 heures, sous l'impression profonde que leur avait laissée cette scène dramatique.» (pp. 299-300).

Le même jour, le Roi adresse un ordre du jour à son armée qui contient cette phrase: «Quoi qu'il arrive, mon sort sera le vôtre!» C'était non seulement une réponse à ses ministres, mais aussi aux tracts lancés par la Luftwaffe sur les lignes belges: «Camarades! Voilà la situation! Pour vous, la guerre est finie! Vos chefs vont s'enfuir par avion!»

Dès lors, les événements s'accélèrent. A partir du 26 mai va se dérouler l'opération Dynamo. Jusqu'au 4 juin, 338226 officiers et soldats, dont plus de 113000 Français, seront évacués vers l'Angleterre. Mais il est bon de ne pas oublier que le «miracle de Dunkerque» (Churchill dixit) n'aurait peut-être pas eu lieu sans le dévouement conjugué de l'armée belge et des 12e, 32e et 68e divisions françaises.

Le 27 mai, à 7 heures du matin, le général Blanchard adresse un message au général Georges: «La situation s'aggrave d'heure en heure, surtout sur le front belge. Les Belges viennent spontanément de remettre la 60e division à disposition amiral Nord.»

Mais, fait important qui explique — partiellement — certaines réactions françaises ultérieures, ce message transite par l'ambassade de France à Londres, car les communications sont coupées depuis plusieurs jours entre l'Armée du Nord et Paris!

De même, c'est en vain que le Roi tente de joindre le chef de la British Expeditionary Force, le central téléphonique de Lille étant détruit et le G.Q.G. anglais ignorant où se trouve son chef. Toutefois, à 17 h. 54, le message est reçu à Londres et, dans la journée, le Roi peut atteindre le général Blanchard pour l'informer que la capitulation est imminente.

En fait, le G.Q.G. de Vincennes reçoit le mardi 28 mai, à 1 h. 35, le message suivant du chef de l'Etat-major de l'armée belge: «Déposons armes. Cessation de feu le 28 mai à 4 heures.»

L'heure avait été ainsi fixée pour répondre au souci du Roi de faire gagner aux Alliés toute la nuit du 27 au 28 mai, les formalités inhérentes à l'entrée en vigueur de l'armistice permettant d'étendre ce répit jusqu'à la fin de la matinée du mardi.

Ce délai permet, entre autres, d'éviter que les drapeaux, symbole de l'honneur national, tombent aux mains de l'ennemi. Certains sont brûlés, d'autres démontés et partagés entre officiers, d'autres cachés, chez des militaires, dans des églises, en France, en Angleterre. Ici s'impose une remarque du Colonel Rémy:

> «Qu'une certaine jeunesse qui se croit «avancée» alors qu'elle ne fait qu'emprunter, sur une pente tant de fois descendue et si dure à remonter, des savates depuis longtemps éculées, ne sourie pas devant ce qui pourrait lui sembler une sorte de fétichisme infantile. Ce n'est que dans l'extrême malheur de la patrie qu'on s'aperçoit

que celle-ci est une réalité vivante, et j'ai vu à Londres, au début de l'année 1943, pleurer à chaudes larmes le représentant du comité central du parti communiste français que je venais d'y amener, devant un film en couleurs pris à Paris peu avant la défaite où l'on voyait flotter le drapeau bleu, blanc, rouge. Il faut craindre de perdre à jamais son pays pour savoir ce que signifie son étendard.» (p. 379).

Ce 28 mai sera la journée cruciale: celle de la capitulation, celle où se déclenche la propagande calomnieuse. Ce jour-là, après un calvaire qui a commencé le 10 mai, le Roi adresse un dernier ordre du jour à son armée, dont voici l'essentiel:

«Officiers, Sous-Officiers, Soldats,

Précipités à l'improviste dans une guerre d'une violence inouïe, vous vous êtes battus courageusement pour défendre, pied à pied, le territoire national.

Epuisés par une lutte ininterrompue contre un ennemi très supérieur en nombre et en matériel, nous nous trouvons acculés à la reddition. L'Histoire dira que l'armée a fait tout son devoir. Notre honneur est sauf (...) Je ne vous quitte pas dans l'infortune qui nous accable et je tiens à veiller sur votre sort et celui de vos familles.» (pp. 8-9).

Mais le même jour, à 8 h. 30 et à 12 h. 30, M. Paul Reynaud, chef du gouvernement français, prend la parole à la radio pour émettre un avis très différent:

«Je dois annoncer au peuple français un événement grave. Cet événement s'est produit cette nuit. La France ne peut plus compter sur le concours de l'armée belge (...) Cette armée belge vient brusquement de capituler sans condition, en rase campagne, sur l'ordre de son Roi, sans prévenir ses camarades de combat, français et anglais, ouvrant la route de Dunkerque aux divisions allemandes (...).

Le gouvernement belge m'a fait savoir que la décision du Roi a été prise contre le sentiment unanime des ministres responsables. Il a ajouté qu'il est décidé à mettre au service de la cause commune toutes les forces de son pays dont il peut encore disposer, que notamment il veut lever une nouvelle armée et collaborer à l'œuvre d'armement de la France...»

Que penser de la stupeur de M. Reynaud, lui qui avait déclaré par téléphone à Winston Churchill le 15 mai qu'il considérait la bataille comme d'ores et déjà perdue?

A 18 heures, c'est le Premier ministre Pierlot qui s'adresse à ses compatriotes par le canal de Radio-Paris; voici le début de cette proclamation:

> «Belges! Passant outre à l'avis formel du Gouvernement, le Roi vient d'ouvrir des négociations et de traiter avec l'ennemi. La Belgique sera frappée de stupeur, mais la faute d'un homme ne peut être imputée à la Nation entière. Notre armée n'a pas mérité le sort qui lui est fait...» (p. 14).

Aux graves accusations proférées à l'encontre du Roi vient s'ajouter le 30 mai, chose plus grave encore: une véritable campagne de diffamation sous forme d'un communiqué de l'agence Havas, diffusé dans la presse et lu à la radio, dont voici le début, à lui seul très révélateur:

> «La capitulation du roi Léopold, dont on sait les conséquences en ce qui concerne la situation militaire dans les Flandres, fait l'objet d'une importante mise au point de l'agence Havas. Des indications recueillies dans les milieux politiques belges réfugiés en France et qui se tiennent en liaison étroite avec le gouvernement belge, il résulte que, contrairement à ce qu'on a pu penser, la trahison du Roi ne doit pas seulement être envisagée sous le simple aspect militaire. On se trouve en présence d'une félonie préméditée...»

Largement diffusées, ces calomnies ont laissé des traces profondes. Malgré la note envoyée le 2 juin 1940 à tous les postes diplomatiques belges à l'étranger, qui dit, en particulier sur l'important problème de la concertation avec les Alliés:

> «... La décision qui fut prise ne survint pas en coup de foudre. Elle avait fait l'objet des préoccupations du commandement belge depuis le 21 mai, lorsque les divisions cuirassées allemandes atteignirent la côte par Abbeville. A diverses reprises, le Roi en personne avertit le gouvernement belge, ainsi que les autorités militaires et gouvernementales britanniques, que l'éventualité d'une capitulation pourrait devenir inévitable. D'abord la mort du général Billotte, commandant du groupe du Nord, et la rupture matérielle des communications avec la France, empêchèrent d'atteindre

directement les autorités gouvernementales françaises, mais les ministres belges qui quittèrent le Roi le 25, en toute hâte, n'ont pas manqué de communiquer à Paris et à Londres la crainte qu'ils avaient d'une capitulation.» (pp. 385-386).

Le mal avait fait son œuvre et a dès lors poursuivi son chemin. Et pourtant le peuple belge ne semble guère s'y être trompé ou laissé abuser. Car à peine le Roi se trouva-t-il enfermé au château de Laeken que des monceaux de fleurs furent déposés contre les grilles. Et à Limoges, le Président du sénat en exil déclara à ses collègues: «En Belgique, quatre-vingts pour cent de la population sont contre nous, et pour le Roi.»

C'est ici que les documents rassemblés par le Colonel Rémy prennent tout leur poids, car il s'agit des témoignages de témoins oculaires et contemporains des événements. C'est par eux que nous terminerons la présentation de cet ouvrage passionné et passionnant dans sa recherche de la vérité.

Tout d'abord, voici un extrait du message adressé par l'amiral Keye, officier de liaison du gouvernement britannique auprès du Roi, à Winston Churchill le samedi 25 mai:

«... Pendant ces onze derniers jours, les ministres ont insisté auprès du Roi pour qu'il fuie avec eux vers la France. La nuit passée, les quatre ministres qui, à sa demande, étaient restés près de lui, ont fait un dernier effort pour le persuader de quitter au plus tôt la Belgique. En agissant ainsi, le Roi déserterait son armée au moment même où elle se bat dans un effort désespéré pour couvrir le flanc gauche de la British Expeditionary Force.

Privée du commandement royal, l'armée belge hâterait inévitablement sa capitulation, ce qui mettrait en grand danger notre armée; (...) J'espère que le gouvernement de Sa Majesté ne se laissera pas injustement impressionner par les arguments des ministres belges (qui passeraient par Londres ou se rendraient à Paris) car ils n'ont d'autre pensée que la continuation d'un régime politique dont l'incapacité et le manque d'autorité ne se sont montrés que trop apparents durant cette dernière quinzaine. Leur exemple a été suivi par la plupart des autorités locales avec, pour résultat, une confusion absolue. Bien plus: les ministres ont pressé — de façon à justifier leur propre fuite — les ambassadeurs de Grande-Bretagne

et de France de les précéder, phénomène qui n'accroît pas le prestige de ces deux pays.» (pp. 305-306).

Enfin, voici les témoignages de deux anciens ambassadeurs des Etats-Unis en Belgique. Le premier, M. William Philips, écrit le 17 novembre 1940:

«La Couronne de Belgique défendait la cause de tout ce qu'il y a de plus noble et de plus élevé parmi les nations comme dans l'humanité, et le roi Albert devint une des figures dominantes du monde. Ce fut durant la période de cette tragédie, et dans cette atmosphère éducative, que Léopold, son fils, passa les années de formation de son enfance. Il a dû être conscient du lien puissant qui s'était forgé au cours de ces années tragiques entre le souverain et son peuple, et il n'est pas surprenant de retrouver chez lui plusieurs des qualités de ses parents: le sentiment élevé de la responsabilité, le dévouement suprême au devoir, l'esprit du sacrifice volontaire et de l'amour pour son peuple. Ce sont ces qualités réelles qui font également de sa personne, aux yeux du peuple et du monde entier, le symbole de l'indépendance.» (pp. 387-388).

Le second, M. Hugh Gibbson, place les événements dans une perspective qui contraste fortement avec ce qui avait été dit jusque-là. Il s'agit d'un texte du 5 février 1941:

«Le roi Léopold a été accusé d'avoir traîtreusement déposé les armes, sans avoir dûment averti les personnalités alliées. Cette accusation repose entièrement sur la déclaration non fondée du président du Conseil Reynaud, qui ne résiste pas à l'examen.

A cette époque du mois de mai 1940, je me trouvais à Paris; depuis plusieurs jours, tous les milieux diplomatiques étaient d'avis que la situation de l'armée belge se faisait désespérée et que sa capitulation était imminente. Nous savons aujourd'hui que les gouvernements alliés avaient été dûment informés par avance de cette situation, et la raison principale de la déclaration de M. Reynaud résidait dans le fait que l'armée française s'était déjà effondrée, permettant ainsi la poussée allemande vers la Manche et rendant impossible la continuation de la résistance belge. Le peuple français allait inévitablement réclamer des explications, que M. Reynaud se montrerait incapable de lui donner. Pour détourner l'indignation populaire, il ne lui restait qu'une ressource: trouver un bouc émis-

saire. Il destina le roi Léopold à cette fin, ce qui était facile, mais peu glorieux, puisque le Roi se trouvait déjà prisonnier et incapable de se défendre.

Le Roi n'a pas besoin de témoins de moralité. Un homme qui s'est montré toute sa vie loyal et courageux ne peut devenir d'un jour à l'autre lâche et perfide. Il ne se faisait pas d'illusions à propos des injures qui allaient l'accabler, mais je suis convaincu qu'après que les faits auront été pleinement connus dans leur ensemble, son acte se révélera non seulement comme loyal mais comme ayant nécessité un courage qui se situe à un ordre très élevé.» (pp. 388-389).

Puissent ces paroles être entendues et contribuer à rétablir une vérité trop longtemps cachée.

J.-J. R.

Communiqué

Séminaire scientifique d'automne

Les 9 et 10 novembre prochains, le Groupe d'Etude Armée + Sciences sociales organise son séminaire d'automne à «Bad Schönbrunn» à Edlibach près de Zoug. Les membres de la SSO sont cordialement invités à participer à cette manifestation, de même que toutes les personnes intéressées. Cette année nos débats seront consacrés à

L'INSTRUCTION MILITAIRE EN TEMPS DE PAIX
Les problèmes que pose la conduite d'hommes

Dans la première partie, nous tenterons une approche du sujet par trois voies différentes, soit par la socio-psychologie, par la psychologie militaire et enfin par la pédagogie militaire. Dans la deuxième partie, nous essaierons d'esquisser quelques solutions, entre autres l'étude du nouveau règlement de service nous permettra de dégager l'image de l'homme qui en découle; de surcroît, le groupement de l'instruction nous présentera ses modèles de conduite. Des conférenciers de premier ordre nous prêtent leur concours; aussi espérons-nous qu'un intense échange d'idées aura lieu entre scientifiques et praticiens militaires.

Les personnes intéressées sont priées de prendre contact avec le Capitaine J. Inauen, Bibliothèque Militaire fédérale, 3003 BERNE, (031) 675097 (99), qui leur fera parvenir une documentation supplémentaire. ■